

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 11 février 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ESSO SAF**

28 avenue de Fondeyre  
31000 TOULOUSE

Références : CD/2022/119

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement ESSO SAF implanté au 28 avenue de Fondeyre 31000 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'information de l'inspection, par l'exploitant, le 07 février 2022, d'une panne observée le 1<sup>er</sup> février 2022 sur la pompe à vide de l'unité de récupération des vapeurs [URV] du dépôt, ayant conduit à arrêter l'URV.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESSO SAF
- 28 avenue de Fondeyre 31000 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seuil haut

La société ESSO S.A.F. exploite un dépôt pétrolier qui comporte des bacs d'hydrocarbures, des postes de réception de produits par camions ou wagons citernes, et des postes automatisés de chargement en hydrocarbures des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour son stockage d'hydrocarbures et pour ses installations de déchargement et de chargement desservant son stockage d'hydrocarbures.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : postes de chargement des camions, URV.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- impact de l'arrêt de l'URV suite à un incident survenu au niveau de la pompe à vide de l'URV.

Le référentiel d'inspection est :

- Arrêté Ministériel du 12/10/2011 modifié relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Émissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40	/	
Émissions de COV – collecte	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-2	/	
Émissions de COV spécifiques	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-2	/	
Émissions de COV – Terminal – collecte	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2.B1	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Émissions de COV seuil d'application	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-3	/	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 1 fait sans suite ;
- 4 faits susceptibles de suite dont 2 pour lesquels des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant, et 2 pour lesquels l'exploitant a annoncé un plan d'actions permettant un retour à la conformité rapide. Avec ce plan d'actions, la quantité de COV rejetés à l'atmosphère durant l'arrêt de l'URV resterait limitée au regard des attendus réglementaires et des niveaux d'émissions de COV évalués en 2021 pour l'installation de chargement des camions.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Émissions de composés organiques volatils (COV)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous. [...]

Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 39 du présent arrêté. Ces résultats mentionnent la quantité représentée par les émissions de COV mentionnées aux points c et d de l'article 42 par rapport à la quantité totale de COV émise. [...]

Catégorie B à  $P_v > 25$  kPa ; Quantité chargée annuellement : 2 500 tonnes. [...]

L'exploitant quantifie les émissions diffuses des installations de chargement :

- soit en utilisant la méthode simplifiée donnée en annexe 1 du présent arrêté ;
- soit en utilisant une autre méthode (issue par exemple de l'US Environmental Protection Agency ou du Concawe).

**Constats :** L'essence est un produit pétrolier de catégorie B dont la pression de vapeur saturante  $P_v$  exprimée à 20 °C est supérieure à 25 kPa.

Les quantités annuelles d'essence chargées par voie routière, sur le dépôt ESSO S.A.F, sont supérieures à 2 500 tonnes.

ESSO S.A.F. a transmis à l'inspection, préalablement à la visite, les résultats de la quantification des émissions canalisées et diffuses de COV émis par l'activité de chargement des camions citernes de produits pétroliers, pour les années 2020 et 2021.

La méthodologie retenue pour procéder à cette quantification a été présentée lors de la visite. Elle correspond à l'application de l'annexe 1.B de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié.

Pour le coefficient S (facteur de saturation) mentionné dans la formule de calcul utilisée, ESSO S.A.F. a retenu une valeur de 0,5. D'après l'annexe 1.B de l'arrêté ministériel précité, pour les postes de chargement de type "source" (cas du site ESSO S.A.F.), cela correspond aux cas suivants : citernes lavées, dégazées ou vidées (en un ou plusieurs transferts).

La pertinence du choix de cette valeur n'a pas pu être démontrée lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## Nom du point de contrôle : Émissions de COV – collecte

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-2

**Prescription contrôlée :**

Dès lors que les quantités annuelles de liquides inflammables chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans les tableaux de l'article 41-3, tout ou partie des émissions de COV générées au cours du chargement de liquides inflammables sont :

- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ; ou
- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du présent arrêté,

de sorte que :

- le flux résiduel de COV émis annuellement ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence ;

[...].

Les flux de référence correspondent aux émissions de COV [...] si aucune mesure de réduction (récupération ou traitement) n'est mise en œuvre sur le site au cours de l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement.

**Constats :** Les quantités annuelles d'essence chargées par voie terrestre (route) sont supérieures à 10 000 tonnes.

Selon l'exploitant, une panne de la pompe à vide de l'URV a été constatée le 1<sup>er</sup> février 2022 à 16 h00. Cette panne a conduit à arrêter l'URV. Le cahier de quart, consulté par l'inspection lors de la visite, confirme cette date. L'heure de la panne indiquée par l'exploitant n'a pas été vérifiée par l'inspection lors de la visite.

Lors de la visite, soit 8 jours après le constat de panne, l'URV était toujours à l'arrêt (le site ne dispose pas de pompe à vide de rechange en stock).

Les COV collectés ne sont actuellement plus envoyés à l'URV. Ils sont collectés et rejetés par l'évent situé en toiture des postes de chargement des camions citernes.

Lors de la visite, ESSO S.A.F. a indiqué étudier plusieurs solutions pour remédier à l'arrêt de l'URV (réparation de la pompe, remplacement de la pompe par une pompe provisoire, mise en place d'un équipement de traitement tel qu'une torchère par exemple), mais l'exploitant n'a pas été en mesure de définir un délai pour remettre en conformité ses installations.

Toutefois, suite à la visite, le 09 février 2022, l'exploitant a informé l'inspection qu'une nouvelle pompe devait être mise en place le vendredi 11 février 2022. La venue d'un prestataire est prévue le mardi 15 février pour assister ESSO S.A.F. au redémarrage de l'URV.

Par ailleurs, lors de la visite, ESSO S.A.F. a indiqué qu'une notification a été adressée le 08 février 2022 à l'ensemble des commerciaux pour plafonner, à partir du 10 février 2022, les livraisons d'essence provenant du dépôt de Toulouse.

Les données présentées par l'exploitant, lors de la visite, montrent que l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que le flux résiduel de COV en 2022 ne dépassera pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence, si l'absence de traitement des COV émis par l'activité de chargement de camions se poursuit au-delà de 4 à 5 semaines.

Au regard du plan d'actions annoncé par l'exploitant le 09 février 2022, postérieurement à la visite, il apparaît que le retour à la conformité pourrait être rapide. La quantité de COV rejetés à l'atmosphère durant l'arrêt de l'URV resterait donc limitée au regard des attendus réglementaires et des niveaux d'émissions de COV évalués en 2021 pour l'installation de chargement des camions.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Émissions de COV spécifiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès lors que les quantités annuelles de liquides inflammables chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans les tableaux de l'article 41-3, tout ou partie des émissions de COV générées au cours du chargement de liquides inflammables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ; ou</li><li>- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du présent arrêté,</li></ul> <p>de sorte que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- [...]</li><li>- les flux résiduels annuels de COV mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ou de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et de composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ne dépassent pas 10 % des flux de COV canalisés et diffus de référence.</li></ul> <p>Les flux de référence correspondent aux émissions de COV concernés [...] si aucune mesure de réduction (récupération ou traitement) n'est mise en œuvre sur le site au cours de l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b> Les quantités annuelles d'essence chargées par voie terrestre (route) sont supérieures à 10 000 tonnes.</p> <p>Selon ESSO S.A.F., le seul COV spécifique visé par les prescriptions de l'article 41-2 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié est le benzène. Cette indication d'ESSO S.A.F. est cohérente avec les données présentées par les exploitants pour ce secteur d'activité (dépôts pétroliers), mais elle n'a pas fait l'objet d'une vérification par l'inspection lors de la visite.</p> <p>ESSO S.A.F. ne procède pas à une évaluation des émissions de benzène associées à l'activité de chargement des camions en hydrocarbures.</p> <p>Par conséquent, il ne peut pas être statué sur la conformité du flux résiduel annuel de benzène par rapport au flux de référence en benzène.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Émissions de COV seuil d'application**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-3
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations existantes de chargement par voie routière ou ferroviaire, les quantités prévues à l'article 41-2 sont :</p> <p>[...]</p> <p>Catégorie B à <math>P_v &gt; 25</math> kPa ; Quantité chargée annuellement : 10 000 tonnes [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les données présentées par ESSO S.A.F. lors de la visite, les quantités d'essence chargées en 2020 et 2021 ont été supérieures à 10 000 tonnes. En 2022, les quantités d'essence chargées ont, d'ores et déjà, dépassé 10 000 tonnes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Émissions de COV – Terminal – collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2.B1
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vapeurs générées par déplacement au niveau de la citerne en cours de chargement par voie terrestre sont renvoyées vers une URV pour un traitement dans le terminal.[...]
<b>Constats :</b> Selon l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié, un terminal d'essence est un établissement qui possède des réservoirs de stockage d'essence et des installations de chargement ou de déchargement de citernes utilisées pour le transport d'essence.  Les installations du site ESSO S.A.F. répondent à la définition d'un terminal d'essence.  Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'URV est toujours à l'arrêt depuis la panne constatée par l'exploitant le 1 <sup>er</sup> février 2022. Actuellement, les émissions de COV issues de l'activité de chargement des camions d'essence ne sont pas envoyées vers l'URV mais rejetées par l'évent situé en toiture des postes de chargement des camions.  Au regard du plan d'actions annoncé par l'exploitant le 09 février 2022, postérieurement à la visite, il apparaît que le retour à la conformité pourrait être rapide. La quantité de COV rejetés à l'atmosphère durant l'arrêt de l'URV resterait donc limitée au regard des niveaux d'émissions de COV évalués en 2021 pour l'installation de chargement des camions.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites